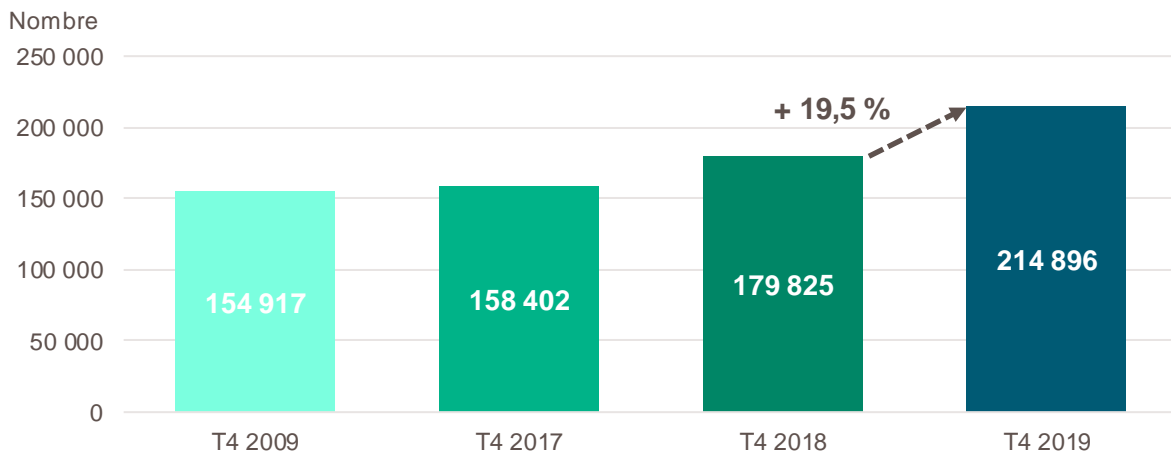


- Au cours du **quatrième trimestre 2019** (T4 2019), **214 896 entreprises ont été créées en France**, soit **+ 20 %** par rapport à la même période de 2018.
- Le nombre des **créations d'entreprises sur l'année 2019** s'élève ainsi à **815 257**, en hausse de **+ 18 %** par rapport à 2018. Le dynamisme entrepreneurial amorcé à l'été 2017 se maintient en 2019.

Créations d'entreprises en France, T4 2009 et 2017-2019

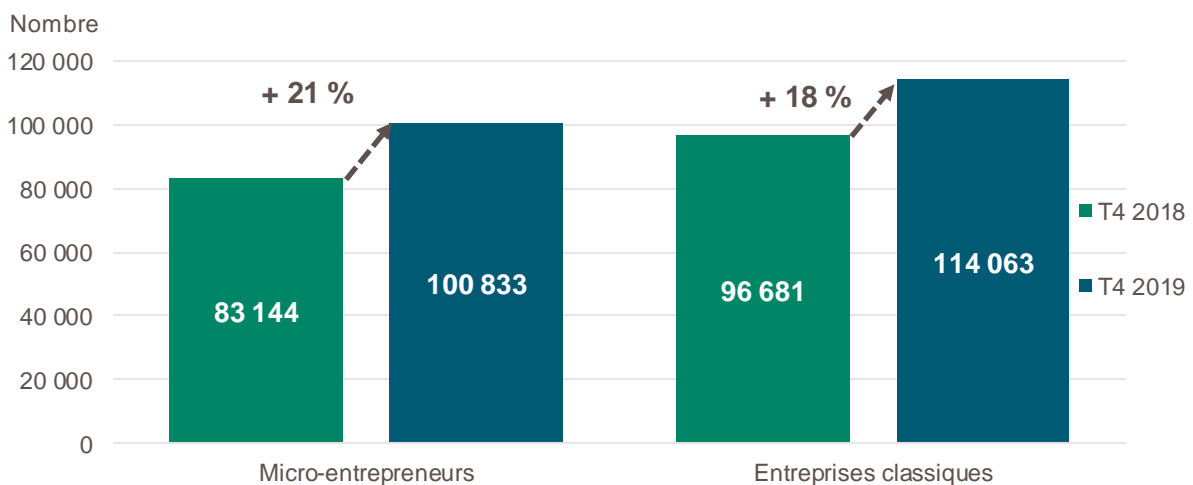


Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

● Statut juridique

- Ces créations du T4 2019 se composent de **100 833 immatriculations de micro-entrepreneur** et de **114 063 nouvelles entreprises classiques**, les premières progressant de **+ 21 %** et les secondes de **+ 18 %** par rapport au T4 2018.

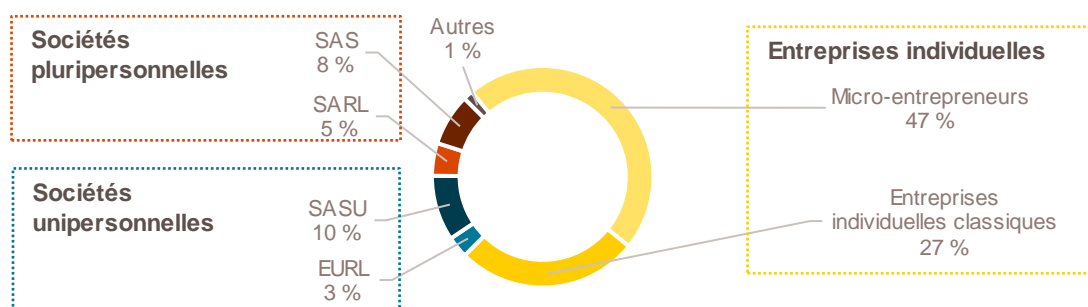
Créations d'entreprises en France selon leur statut juridique, T4 2018 et 2019



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Comme au T3 2019, **près de la moitié des immatriculations du T4 2019 relève du régime du micro-entrepreneur** et plus de 1 sur 4 est une entreprise individuelle classique. Ainsi, **3 entreprises sur 4 créées au T4 2019 sont des entreprises individuelles**. Du côté des sociétés, les SASU et les SAS demeurent les formes juridiques privilégiées. À 10 % et 8 % des créations totales du quatrième trimestre, leur poids total augmente de 2 points par rapport au T3 2019, au détriment des EURL.

Répartition des créations d'entreprises selon leur nature juridique, T4 2019



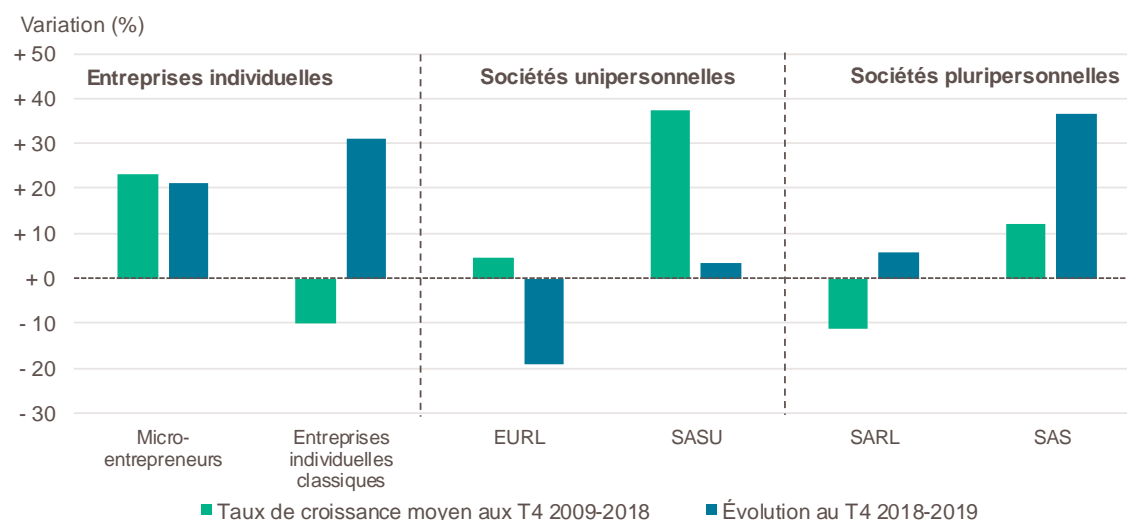
Notes de lecture : la catégorie « Autres » regroupe aussi bien des sociétés (dont les sociétés anonymes) que d'autres formes juridiques comme les associations, les fondations, les collectivités territoriales, les organismes professionnels ou les syndicats de propriétaires. En raison des arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Au T4 2019, les **créations d'entreprises individuelles classiques accélèrent** : elles connaissent une hausse de **+ 31 %** par rapport au T4 2018, alors qu'elles avaient tendance à être en recul sur ce trimestre sur la longue période (- 10 % en moyenne aux T4 2009-2018)¹.
- Les créations de **SARL et de SAS pluripersonnelles sont également en accélération** au T4 2019 par rapport à leur tendance longue : respectivement + 6 % et + 37 % au T4 2019, contre - 11 % et + 12 % aux T4 2009-2018. Depuis la loi de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008 jusqu'en 2017, le déclin des créations de SARL est allé de pair avec la hausse des créations de SAS et de SASU. Après neuf ans de baisse ininterrompue et une stabilisation à 32 000 créations en 2018, **les créations de SARL reprennent en 2019** (40 000 créations) ; d'où l'accélération observée sur ce dernier trimestre de 2019. À l'inverse, les créations de SAS et de SASU – qui avaient connu une forte croissance entre 2008 et 2017, avec un second coup de pouce dû à la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises – repartent à la hausse en 2019, après un tassement en 2018. Seules les SAS sont en accélération par rapport à leur tendance de long terme.

Évolution des créations d'entreprises par nature juridique, T4 2018-2019 vs T4 2009-2018



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

¹ L'évolution entre le T4 2018 et le T4 2019 est comparée à l'évolution moyenne aux T4 des neuf dernières années, afin de situer les évolutions de court terme dans la tendance de long terme, et ainsi de discerner d'éventuels retournements de tendance.

● Tendances sectorielles

Créations d'entreprises en France selon leur secteur d'activité, T4 2018 et 2019

Secteur d'activité	T4 2018	T4 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %
Activités secondaires	23 105	30 475	23,2	+ 31,9
Industrie	6 668	10 030	28,8	+ 50,4
Construction	16 437	20 445	20,5	+ 24,4
Activités de type commerce	49 094	59 384	38,1	+ 21,0
Commerce de détail	15 131	17 262	44,5	+ 14,1
Commerce de gros	2 822	2 623	14,6	- 7,1
Commerce de bouche ^a	615	710	14,9	+ 15,4
Immobilier	7 501	9 151	17,8	+ 22,0
Hébergement	1 014	1 150	30,1	+ 13,4
Restauration	6 785	8 076	27,7	+ 19,0
Commerce et réparation automobiles	4 716	5 602	28,2	+ 18,8
Services en direction des personnes ^b	10 510	14 810	58,4	+ 40,9
Soins, coiffure, entretien corporel	4 098	5 454	30,0	+ 33,1
Activités de type services	107 626	125 037	56,9	+ 16,2
Courtage	4 240	4 830	19,6	+ 13,9
Transports et entreposage	20 683	19 615	60,9	- 5,2
Transport de voyageurs par taxis (y.c. VTC)	3 841	3 519	18,6	- 8,4
Autres activités de poste et de courrier ^c	14 948	14 011	75,7	- 6,3
Activités scientifiques et techniques	32 620	38 556	66,2	+ 18,2
Activités juridiques et comptables	2 016	2 051	4,9	+ 1,7
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	18 297	21 445	72,4	+ 17,2
Activités d'architecture et d'ingénierie	3 461	3 623	59,8	+ 4,7
Recherche-développement scientifique	469	511	79,8	+ 9,0
Activités de soutien aux entreprises	10 487	14 075	37,7	+ 34,2
Services relatifs aux bâtim. et amén. paysager	4 385	6 572	28,1	+ 49,9
Activités admin. et soutien aux entreprises	4 211	5 352	50,8	+ 27,1
Information et communication	9 065	11 150	63,4	+ 23,0
Édition	1 422	1 787	81,5	+ 25,7
Production audiovisuelle	1 547	1 745	56,1	+ 12,8
Programmation, conseil et activités informatiques	5 490	6 849	62,2	+ 24,8
Enseignement	9 058	10 494	88,7	+ 15,9
Enseignement sportif et d'activités de loisirs	2 080	2 392	87,9	+ 15,0
Arts, spectacles et activités récréatives	5 421	8 006	64,3	+ 47,7
Activités créatives, artistiques et de spectacle	1 548	3 246	41,1	+ 109,7
Activités sportives, récréatives et de loisirs	3 825	4 717	80,3	+ 23,3
Santé humaine et action sociale	10 974	12 205	40,7	+ 11,2
Infirmiers et des sages-femmes	2 204	2 208	0,5	+ 0,2
Rééducation, appareillage, pédicures-podologues	1 845	1 930	22,2	+ 4,6
Activités financières et d'assurance	5 078	6 106	14,9	+ 20,2
Activités des sociétés holding	1 795	2 021	0,0	+ 12,6
France entière	179 825	214 896	46,9	+ 19,5

a. Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Ce secteur est intitulé « en direction des personnes », car il regroupe non seulement les services à la personne (SAP) définis par la loi Borloo du 26 juillet 2005, mais aussi d'autres activités liées aux personnes telles que les salons de coiffure, les esthéticiennes, etc.

c. Ce secteur (53.20Z) de la NAF rév.2 comprend la levée, le tri, l'acheminement et la distribution de lettres, de colis et de petits paquets, les services de livraison à domicile et le transport de repas.

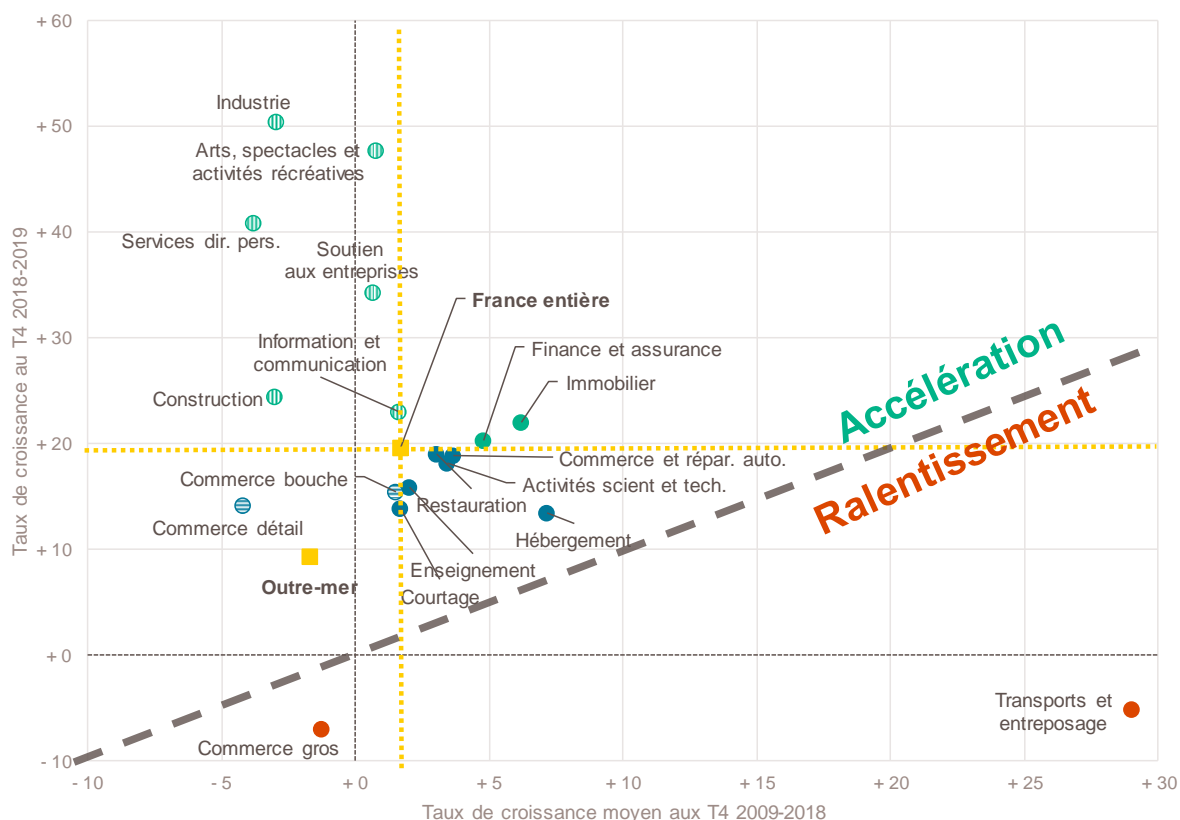
Note de lecture : le total « France entière » peut ne pas coïncider avec la somme des lignes par secteurs regroupés, car cette information n'est pas toujours disponible à un niveau détaillé.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- **Tous les secteurs (regroupés) sont concernés par la hausse** du nombre de créations d'entreprises au T4 2019 par rapport au T4 2018, à l'**exception du commerce de gros** (- 7,1 %) et des **transports et entreposage** (- 5,2 %), alors qu'ils progressaient sur un an au trimestre précédent. L'**industrie** et les **arts, spectacles et activités récréatives** enregistrent les **taux de croissance les plus élevés** : respectivement + 50 % et + 48 % par rapport au T4 2018.
- Comme au T3, les **activités spécialisées scientifiques et techniques** concentrent toujours le **plus grand nombre** de créations sur le trimestre (38 556), loin devant la **construction** (20 445) et le secteur **transports et entreposage** (19 615). Ces trois secteurs constituent, à eux seuls, plus du tiers des créations d'entreprises au T4 2019. Dans l'**enseignement**, 9 créations sur 10 sont immatriculées sous le régime du micro-entrepreneur au T4 2019. Ce taux descend à 15 % dans le commerce de bouche et le commerce de gros.
- Les créations d'entreprises dans les **activités récréatives, artistiques et de spectacle** ainsi que dans les **services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** sont en très forte augmentation entre les T4 2018 et 2019 : + 110 % et + 50 % respectivement.
- **Tous les secteurs, à l'exception des transports et entreposage et du commerce de gros, sont en accélération** au T4 2019 par rapport à leur tendance de long terme (T4 de la période 2009-2018).

Évolution des créations d'entreprises par secteur, T4 2018-2019 vs T4 2009-2018



Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T4 2018 et 2019 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T4 de la période 2009-2018 ; en abscisse). La ligne en tiret gris représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) au T4 2019 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes jaunes permettent de situer les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Au T4 2019, les plus fortes accélérations du nombre de créations d'entreprises sur le court terme par rapport à la tendance de long terme concernent l'**industrie**, les **arts, spectacles et activités récréatives**, les **services en direction des personnes**, les **activités de soutien aux entreprises**, l'**information et communication** et la **construction**. Elles sont également au-dessus de l'évolution à court terme des créations en France (tous secteurs confondus), mais en deçà sur longue période.

- Sur ce trimestre, l'**immobilier** et les **activités de finance et d'assurance** sont les deux secteurs où le nombre des créations accélère plus que pour la France, à court terme comme à long terme.
- Le **commerce de détail** et le **commerce de bouche** ont une croissance du nombre des créations d'entreprises à court et à long termes qui reste, au T4 2019, inférieure à la moyenne française. Sur ce trimestre, ils sont néanmoins en plus forte croissance comparés à leur évolution de long terme.
- Les secteurs de l'**enseignement**, de la **restauration**, de l'**hébergement**, du **commerce et de la réparation automobile**, du **courtage** et des **activités scientifiques et techniques**, qui ont tiré la dynamique entrepreneuriale aux T4 sur longue période, font état d'un nombre de créations d'entreprises, certes en hausse et en accélération au T4 2019, mais moins que la moyenne française.
- Les créations d'entreprises dans le secteur des **transports et entreposage** baissent de 5 % au T4 2019 par rapport au T4 2018, alors qu'elles progressaient à un taux moyen de + 29 % aux T4 des neuf dernières années. Ce recul est localisé **dans sept régions** (voir *infra*). Les créations d'entreprises dans le **commerce de gros** diminuent, quant à elles, de 7 % au T4 2019, soit plus que d'habitude sur ce trimestre (- 1 % sur les T4 2009-2018). La baisse est **plus généralisée sur le territoire**.

● Attractivité régionale

- La croissance du nombre de créations d'entreprises entre les T4 2018 et 2019 est **élevée dans toutes les régions** (avec un pic à + 30 % en Pays de la Loire), mais toutefois moindre en Île-de-France, en Guadeloupe et en Martinique. Elle recule en Guyane (la seule région en baisse).
- Hors Île-de-France, les régions **Auvergne-Rhône-Alpes**, **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, **Occitanie**, **Nouvelle-Aquitaine**, **Hauts-de-France**, et **Grand Est** sont également moteur de cette évolution, à la fois grâce à un effet volume (près de 109 00 créations, soit 1 création du trimestre sur 2) et grâce à un fort dynamisme (près de 60 % de contribution à la croissance).

Créations d'entreprises en France selon la région d'implantation, T4 2018 et 2019

Régions	T4 2018	T4 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
Auvergne-Rhône-Alpes	21 423	26 791	49,0	+ 25,1	3,0	15,3
Bourgogne-Franche-Comté	4 779	6 015	47,5	+ 25,9	0,7	3,5
Bretagne	5 790	7 182	40,1	+ 24,0	0,8	4,0
Centre-Val de Loire	4 576	5 417	41,6	+ 18,4	0,5	2,4
Corse	1 051	1 271	33,0	+ 20,9	0,1	0,6
Grand Est	9 345	11 706	41,0	+ 25,3	1,3	6,7
Hauts-de-France	10 270	12 973	47,0	+ 26,3	1,5	7,7
Île-de-France	58 507	65 575	53,9	+ 12,1	3,9	20,2
Normandie	5 858	7 054	43,4	+ 20,4	0,7	3,4
Nouvelle-Aquitaine	14 507	17 184	41,1	+ 18,5	1,5	7,6
Occitanie	15 598	19 358	44,8	+ 24,1	2,1	10,7
Pays de la Loire	6 644	8 625	43,7	+ 29,8	1,1	5,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 095	20 955	44,4	+ 22,6	2,1	11,0
France métropolitaine	175 443	210 106	47,4	+ 19,8	19,3	98,8
Guadeloupe	1 350	1 425	25,8	+ 5,6	0,0	0,2
Martinique	969	1 041	30,1	+ 7,4	0,0	0,2
Guyane	493	446	22,9	- 9,5	0,0	-0,1
La Réunion	1 369	1 624	24,5	+ 18,6	0,1	0,7
Mayotte	201	254	0,0	+ 26,4	0,0	0,2
France d'outre-mer	4 382	4 790	24,6	+ 9,3	0,2	1,2
France entière	179 825	214 896	46,9	+ 19,5	19,5	100,0

Lecture : en Auvergne-Rhône-Alpes, 26 791 entreprises ont été créées au T4 2019 (dont 49 % de micro-entrepreneurs), en évolution de + 25,1 % par rapport au T4 2018. La contribution de la région à la croissance nationale est de 3,0 points de pourcentage (sur 19,5), soit 15,3 % de celle-ci.

Note de lecture : les données par département sont indiquées en [annexe 1](#) (p. 11 et suivantes).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

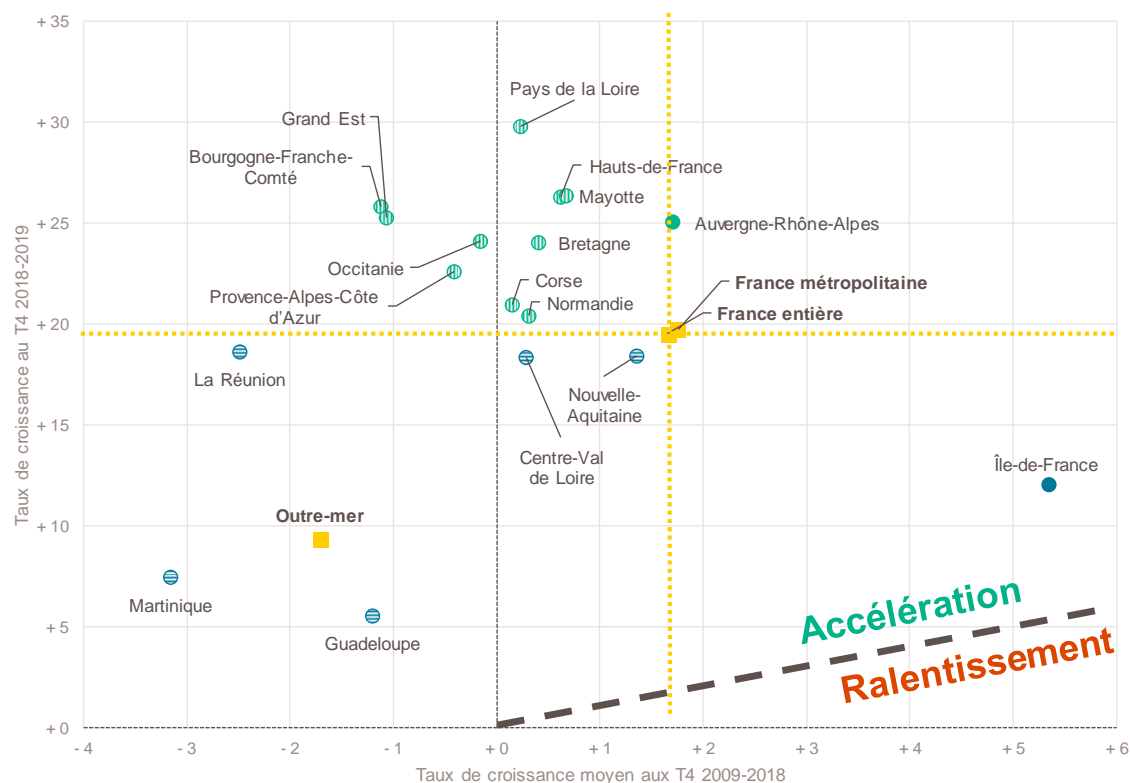
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- La région **Île-de-France** connaît au T4 2019 une évolution du nombre des créations d'entreprises remarquablement **inférieure au niveau national**, avec + 12 % pour + 20 % de moyenne nationale, et moindre qu'au T3 2019 (+ 15 %). Elle reste toutefois la plus forte contributrice à la dynamique

entrepreneuriale française (20 % de la croissance nationale), du fait de son poids naturel/historique dans la création d'entreprise (31 % des créations totales au T4 2019).

- Au T4 2019 comme au T3 2019, le régime du micro-entrepreneur constitue toujours plus de la moitié des créations en Île-de-France ; mais ce n'est plus le cas en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La part des micro-entrepreneurs reste toujours faible en Corse et en France d'outre-mer.
- Comme au trimestre précédent, les créations d'entreprises sont en **accélération dans toutes les régions au T4 2019 par rapport à leur tendance de long terme** sur le même trimestre.

Évolution des créations d'entreprises en France par région, T4 2018-2019 vs T4 2009-2018



Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T4 2018 et 2019 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T4 de la période 2018-2019 ; en abscisse). La ligne en tiret gris représente la zone où l'évolution en région se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les régions en ralentissement (accélération) au T4 2019 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes jaunes permettent de situer les régions par rapport à la moyenne nationale toutes régions confondues.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

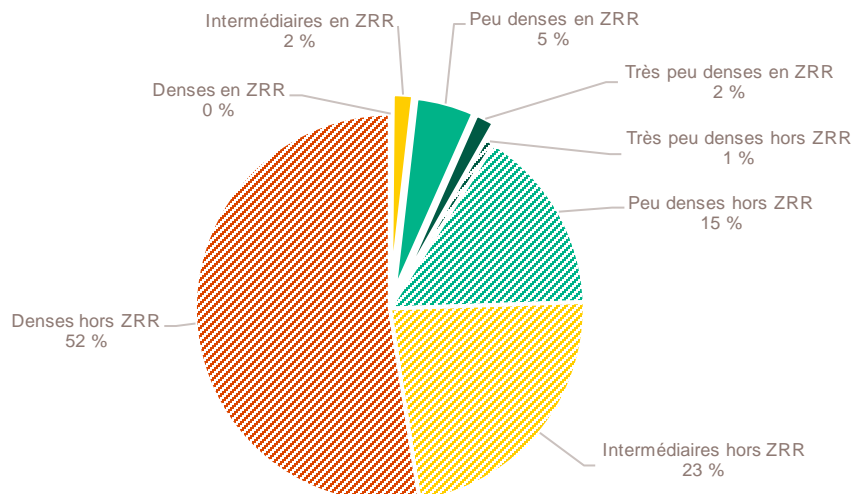
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Au T4 2019, la région **Auvergne-Rhône-Alpes** est **en hausse et en accélération** par rapport à sa tendance entrepreneuriale de long terme au quatrième trimestre. Elle est moteur de la dynamique entrepreneuriale française sur ce trimestre, avec une évolution de la création d'entreprise à court terme supérieure à celle de la France (+ 5 points d'écart de croissance au T4 2019). Elle est dans la moyenne nationale sur longue période (+ 2 % au dernier trimestre de chaque année).
- Les créations d'entreprises en **Île-de-France** au T4 2019 sont aussi **en accélération** par rapport à leur tendance longue (+ 12 % vs + 5 %), mais restent très en dessous de l'évolution moyenne nationale de court terme (+ 20 %) alors qu'aux T4 des neuf dernières années, la région était un moteur de la croissance avec un taux d'évolution supérieur de 3 points à la croissance nationale.
- Les créations d'entreprises en **Guadeloupe**, en **Martinique**, à la **Réunion**, et dans une moindre mesure en **Centre Val de Loire** et en **Nouvelle-Aquitaine**, ont progressé moins vite que la moyenne nationale au T4 2019, une situation déjà constatée au cours de ce trimestre sur les dernières années. Les régions **Provence-Alpes-Côte d'Azur** et **Bretagne**, qui étaient dans cette situation au T3 2019, ont dépassé la moyenne nationale ce trimestre. Elles font partie des dix régions (neuf métropolitaines et Mayotte) qui se caractérisent par leur dynamisme à court terme alors que leurs évolutions moyennes aux T4 des neuf dernières années sont plutôt faibles voire négatives.

● Implantation locale

- Les nouvelles entreprises s'implantent **dans les communes denses** qui concentrent ainsi 52 % de l'ensemble des créations au T4 2019 ; elles le font **essentiellement** dans les communes **hors zone de revitalisation rurale** ou ZRR (91 %).

Répartition des créations d'entreprises en France selon la densité de population des communes et le dispositif zone de revitalisation rurale (ZRR), T4 2019



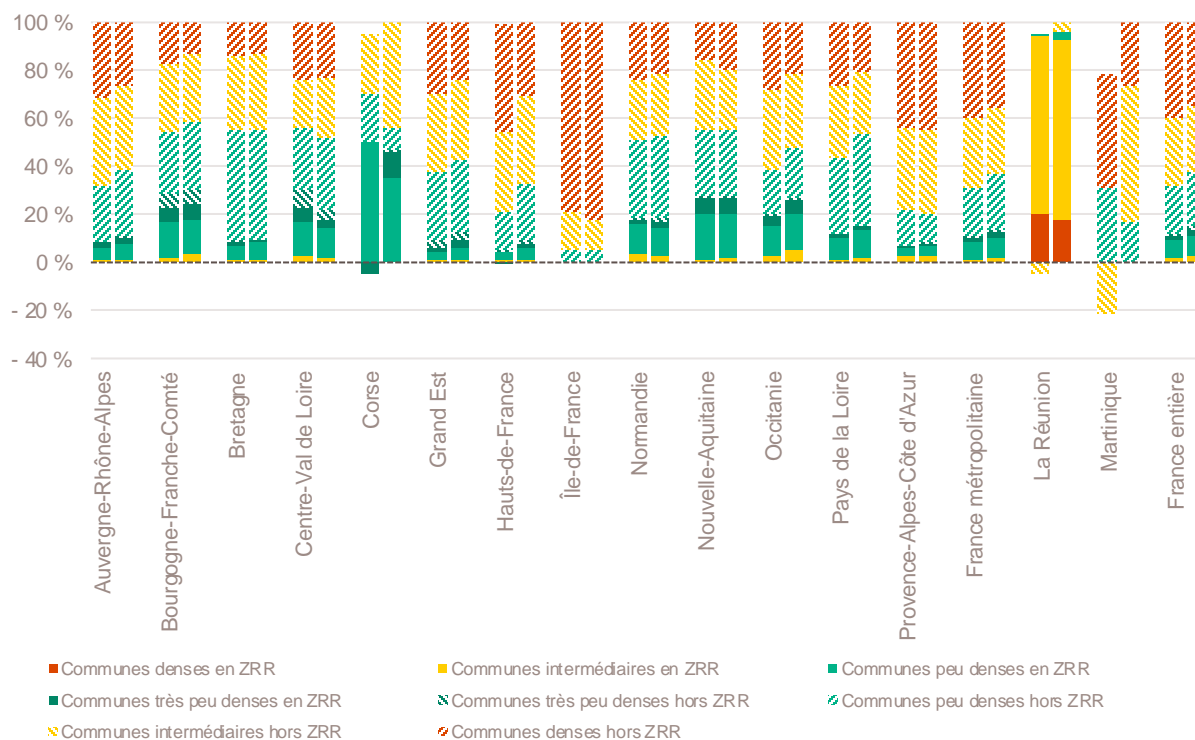
Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Les **communes peu et très peu denses** (en ZRR ou non) ont contribué pour plus de la moitié à la croissance des créations d'entreprises en **Bretagne**, en **Martinique**, en **Corse**, en **Bourgogne-Franche-Comté**, en **Nouvelle-Aquitaine** et en **Centre-Val de Loire** (pour 30 % de la croissance en France). La Normandie est non loin derrière avec 48 % de la contribution à la croissance. En Centre-Val de Loire, leur contribution à la dynamique entrepreneuriale régionale est supérieure à leur poids dans la population qui vit dans ces communes (53 % vs 50 %), marquant au T4 2019 une **allocation des créations en leur faveur**. Il en est de même en Corse, en Martinique et en Provence-Alpes-Côte d'Azur avec des contributions respectives à la croissance du nombre de créations d'entreprises de 73 %, 54 % et 20 % et des parts respectives dans la population y résidant de 56 %, 17 % et 17 %.
- En **Corse**, les créations d'entreprises dans les **communes très peu denses** (en ZRR ou non) sont en baisse. *A contrario*, elles constituent 14 % de la croissance au T4 2019 en Centre-Val de Loire. Comparés aux 7 % de la population régionale vivant dans ce type de commune, il y a manifestement une **allocation des créations en faveur des communes très peu denses**.
- Le **Centre-Val de Loire** a également vu ses créations du T4 2019 basculer en faveur des **communes en ZRR** (indifféremment de la densité de la commune) qui comptent pour 23 % de la croissance du nombre de nouvelles entreprises dans la région, relativement aux 18 % de sa population y résidant.
- En lien avec l'attractivité naturelle des grandes villes, la **concentration des créations d'entreprises dans les communes denses s'est accentuée** au T4 2019 sur l'ensemble du territoire (40 % de la croissance pour un poids de 35 % dans la population) et dans la plupart des régions, en particulier en **Auvergne-Rhône-Alpes**, en **Bourgogne-Franche-Comté**, dans le **Grand Est** et les **Hauts-de-France**, en **Occitanie** et en **Pays de la Loire**. Les régions Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nouvelle-Aquitaine font exception avec une contribution des communes denses à la création d'entreprises plus faible que leur poids démographique.
- La région **Centre-Val de Loire a ainsi pris, au T4 2019, le contre-pied de cette concentration** des créations d'entreprises dans les communes denses et intermédiaires. Les communes peu et très peu denses ainsi que les communes en ZRR ont non seulement tiré la croissance entrepreneuriale régionale au T4 2019, mais elles ont également eu un poids en termes de créations d'entreprises plus important que leur poids démographique.

Contribution à l'évolution du nombre des créations d'entreprises régionales comparée à la répartition de la population régionale, selon la densité de population des communes et le dispositif Zone de revitalisation rurale (ZRR), T4 2018-2019

Contribution à la croissance (gauche) & poids de la population régionale (droite)



Lecture : en Île-de-France, 83 % de la population vit dans des communes denses (histogramme de droite), qui elles-mêmes concentrent 79 % de la croissance du nombre de créations d'entreprises au T4 2019 (histogramme de gauche).

Notes de lecture : le graphique représente, pour chaque région, le poids de chaque zone (communes denses, intermédiaires, peu denses et très denses, en ZRR ou non) en termes de contribution à l'évolution régionale du nombre de créations d'entreprises (histogrammes de gauche) et en termes de population régionale (histogrammes de droite). La Guyane, où toutes les communes du département sont classées en ZRR, ne figure pas dans le graphique, car ses communes ne sont pas classées dans la grille communale de densité de l'Insee. La totalité des communes de la Réunion et la quasi-totalité des communes en Corse bénéficiant du dispositif ZRR, les fortes contributions du graphique ci-dessous y sont normales.

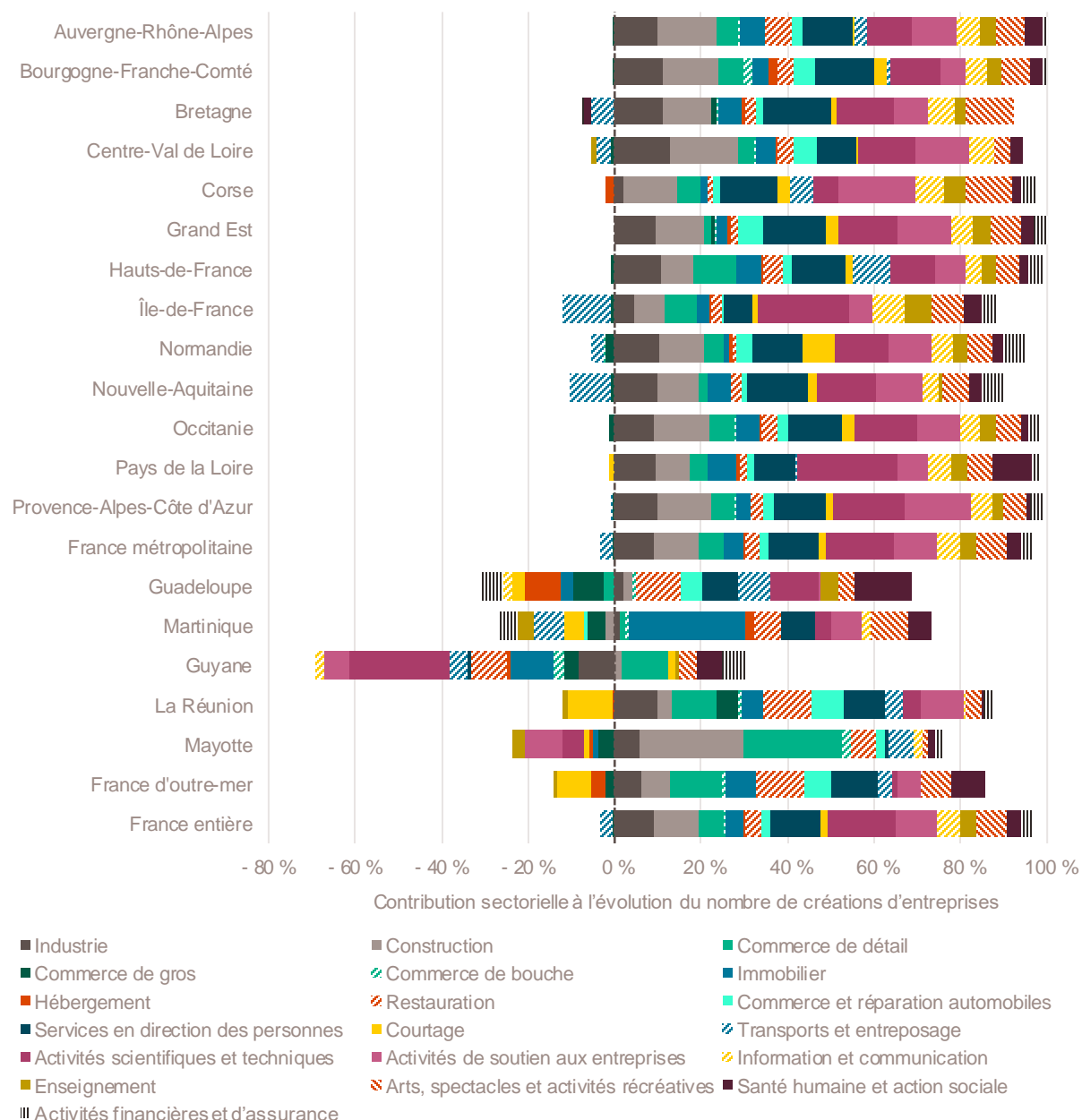
Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene ; Recensement de la population 2016). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

● Quels secteurs portent la dynamique de création d'entreprise dans les régions ?

- Les secteurs porteurs de la création d'entreprise au T4 2019, sont les mêmes qu'au T3 2019. L'**industrie**, la **construction**, les **services en direction des personnes**, les **activités scientifiques et techniques** ainsi que les **activités de soutien aux entreprises** sont à l'origine de **60 %** de la hausse au T4 2019, avec une contribution totale de 11,8 points de pourcentage sur + 19,5 % de croissance totale. Ces cinq secteurs ont tiré la croissance dans toutes les régions (avec une contribution comprise entre 49 % et 94 %), à l'exception de Mayotte et de la Martinique, même si leur contribution reste non négligeable (respectivement 32 % et 39 %).
- Les **contributions sectorielles** à la création d'entreprise régionale sont plus **homogènes** en **Normandie**, en **Auvergne-Rhône-Alpes**, en **Nouvelle-Aquitaine** et dans les **Hauts-de-France**, par rapport à l'Île-de-France et les Pays de la Loire, où le quart de la croissance provient d'un seul secteur (les activités scientifiques et techniques), ou par rapport à Mayotte où la quasi-totalité de la croissance du nombre des créations émane de la construction et du commerce de détail.

Contribution sectorielle à l'évolution du nombre des créations d'entreprises régionales, T4 2018-2019



Note de lecture : le graphique représente, pour chaque région, le poids de chaque secteur d'activité en termes de contribution à la croissance régionale du nombre de créations d'entreprises entre T4 2018 et T4 2019.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- La baisse des créations dans le secteur des **transports et entreposage** au T4 2019 est localisée dans cinq régions métropolitaines (Bretagne, Centre-Val de Loire, Île-de-France, Normandie et Nouvelle-Aquitaine) ainsi qu'en Martinique et en Guyane. Ce secteur a une **forte contribution baissière** en **Île-de-France** et en **Nouvelle-Aquitaine**, entre - 11 % et - 15 %, de sens opposé à celui de l'évolution régionale. Ce secteur reste néanmoins **un meneur de la croissance** dans les **Hauts-de-France**, en **Corse** et en **Guadeloupe**.
- Le **commerce de gros** a tiré vers le bas la croissance du nombre des créations d'entreprises au T4 2019 dans plusieurs régions, notamment en Normandie, en Occitanie, dans les Hauts-de-France, en Île-de-France et dans tous les départements d'outre-mer à l'exception de la Réunion. Cette baisse est **plus généralisée sur le territoire** que celle des transports et entreposage, mais sa **contribution relative est moins importante** au sein de chaque région en raison d'un poids relatif plus faible dans la dynamique entrepreneuriale. Ce secteur a néanmoins contribué de façon positive à la croissance du nombre des créations en Bretagne, dans le Grand Est et à La Réunion.

Annexes

Annexe 1 – Créations d'entreprises en France par région et département, T4 2018 et 2019

Région et département	T4 2018	T4 2019	Dont micro- entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
Auvergne-Rhône-Alpes	21 423	26 791	49,0	+ 25,1	3,0	15,3
01 - Ain	1 295	1 702	46,7	+ 31,4	1,9	7,6
03 - Allier	495	589	37,0	+ 19,0	0,4	1,8
07 - Ardèche	642	773	45,9	+ 20,4	0,6	2,4
15 - Cantal	167	198	36,9	+ 18,6	0,1	0,6
26 - Drôme	1 140	1 627	45,1	+ 42,7	2,3	9,1
38 - Isère	3 254	4 240	51,6	+ 30,3	4,6	18,4
42 - Loire	1 502	2 047	40,1	+ 36,3	2,5	10,2
43 - Haute-Loire	332	453	31,6	+ 36,4	0,6	2,3
63 - Puy-de-Dôme	1 318	1 549	39,1	+ 17,5	1,1	4,3
69 - Rhône	7 654	9 171	53,8	+ 19,8	7,1	28,3
73 - Savoie	1 323	1 647	48,5	+ 24,5	1,5	6,0
74 - Haute-Savoie	2 301	2 795	52,0	+ 21,5	2,3	9,2
Bourgogne-Franche-Comté	4 779	6 015	47,5	+ 25,9	0,7	3,5
21 - Côte-d'Or	1 142	1 450	52,4	+ 27,0	6,4	24,9
25 - Doubs	1 028	1 230	50,2	+ 19,6	4,2	16,3
39 - Jura	411	548	44,3	+ 33,3	2,9	11,1
58 - Nièvre	267	312	39,7	+ 16,9	0,9	3,6
70 - Haute-Saône	322	395	41,5	+ 22,7	1,5	5,9
71 - Saône-et-Loire	860	1 080	46,1	+ 25,6	4,6	17,8
89 - Yonne	544	715	43,4	+ 31,4	3,6	13,8
90 - Territoire-de-Belfort	205	285	49,8	+ 39,0	1,7	6,5
Bretagne	5 790	7 182	40,1	+ 24,0	0,8	4,0
22 - Côtes-d'Armor	887	1 087	34,0	+ 22,5	3,5	14,4
29 - Finistère	1 399	1 664	39,2	+ 18,9	4,6	19,0
35 - Ille-et-Vilaine	2 214	2 779	43,0	+ 25,5	9,8	40,6
56 - Morbihan	1 290	1 652	40,0	+ 28,1	6,3	26,0
Centre-Val de Loire	4 576	5 417	41,6	+ 18,4	0,5	2,4
18 - Cher	397	510	43,9	+ 28,5	2,5	13,4
28 - Eure-et-Loir	715	887	43,1	+ 24,1	3,8	20,5
36 - Indre	267	342	39,2	+ 28,1	1,6	8,9
37 Indre-et-Loire	1 324	1 516	41,0	+ 14,5	4,2	22,8
41 - Loir-et-Cher	521	637	41,3	+ 22,3	2,5	13,8
45 - Loiret	1 352	1 525	41,4	+ 12,8	3,8	20,6
Corse	1 051	1 271	33,0	+ 20,9	0,1	0,6
2A - Corse-du-Sud	527	666	33,0	+ 26,4	13,2	63,2
2B - Haute-corse	524	605	32,9	+ 15,5	7,7	36,8

Lecture : 26 791 entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes au T4 2019, en hausse de + 25,1 % par rapport au T4 2018. Parmi ces créations, 49,0 % sont des micro-entrepreneurs. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 3,0 points de pourcentage, soit 15,3 % de celle-ci. Le département de l'Ain, avec 1 702 créations au T4 2019 et une évolution de + 31,4 % par rapport au T4 2018, contribue à hauteur de 1,9 point de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprises dans sa région administrative (Auvergne-Rhône-Alpes), ce qui correspond à 7,6 % de la croissance régionale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Région et département	T4 2018	T4 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
Grand Est	9 345	11 706	41,0	+ 25,3	1,3	6,7
08 - Ardennes	329	477	54,5	+ 45,0	1,6	6,3
10 - Aube	573	671	46,2	+ 17,1	1,0	4,2
51 - Marne	1 020	1 315	45,0	+ 28,9	3,2	12,5
52 - Haute-Marne	189	254	43,3	+ 34,4	0,7	2,8
54 - Meurthe-et-Moselle	1 284	1 544	40,9	+ 20,2	2,8	11,0
55 - Meuse	221	255	32,2	+ 15,4	0,4	1,4
57 - Moselle	1 533	1 930	36,1	+ 25,9	4,2	16,8
67 - Bas-Rhin	2 403	2 907	42,2	+ 21,0	5,4	21,3
68 - Haut-Rhin	1 271	1 644	38,1	+ 29,3	4,0	15,8
88 - Vosges	522	709	36,4	+ 35,8	2,0	7,9
Hauts-de-France	10 270	12 973	47,0	+ 26,3	1,5	7,7
02 - Aisne	672	767	40,9	+ 14,1	0,9	3,5
59 - Nord	5 374	6 912	51,8	+ 28,6	15,0	56,9
60 - Oise	1 464	1 706	42,8	+ 16,5	2,4	9,0
62 - Pas-de-Calais	1 819	2 553	42,3	+ 40,4	7,1	27,2
80 - Somme	941	1 035	37,8	+ 10,0	0,9	3,5
Île-de-France	58 507	65 575	53,9	+ 12,1	3,9	20,2
75 - Paris	19 503	21 391	50,4	+ 9,7	3,2	26,7
77 - Seine-et-Marne	3 884	4 762	54,7	+ 22,6	1,5	12,4
78 - Yvelines	4 601	5 597	56,7	+ 21,6	1,7	14,1
91 - Essonne	3 837	4 951	55,3	+ 29,0	1,9	15,8
92 - Hauts-de-Seine	8 247	8 782	56,0	+ 6,5	0,9	7,6
93 - Seine-Saint-Denis	7 933	8 290	56,2	+ 4,5	0,6	5,1
94 - Val-de-Marne	5 982	6 592	57,2	+ 10,2	1,0	8,6
95 - Val-d'Oise	4 520	5 210	52,0	+ 15,3	1,2	9,8
Normandie	5 858	7 054	43,4	+ 20,4	0,7	3,4
14 - Calvados	1 501	1 857	47,9	+ 23,7	6,1	29,8
27 - Eure	985	1 194	41,6	+ 21,2	3,6	17,5
50 - Manche	640	829	38,8	+ 29,5	3,2	15,8
61 - Orne	362	477	40,3	+ 31,8	2,0	9,6
76 - Seine-Maritime	2 370	2 697	43,2	+ 13,8	5,6	27,3
Nouvelle-Aquitaine	14 507	17 184	41,1	+ 18,5	1,5	7,6
16 - Charente	625	743	40,1	+ 18,9	0,8	4,4
17 - Charente-Maritime	1 458	1 802	43,6	+ 23,6	2,4	12,9
19 - Corrèze	408	470	40,2	+ 15,2	0,4	2,3
23 - Creuse	139	195	33,8	+ 40,3	0,4	2,1
24 - Dordogne	746	1 048	37,0	+ 40,5	2,1	11,3
33 - Gironde	5 945	6 661	43,0	+ 12,0	4,9	26,7
40 - Landes	926	1 100	37,0	+ 18,8	1,2	6,5
47 - Lot-et-Garonne	651	831	41,0	+ 27,6	1,2	6,7
64 - Pyrénées-Atlantiques	1 709	2 003	38,6	+ 17,2	2,0	11,0
79 - Deux-Sèvres	461	586	44,7	+ 27,1	0,9	4,7
86 - Vienne	758	938	41,3	+ 23,7	1,2	6,7
87 - Haute-Vienne	681	807	36,8	+ 18,5	0,9	4,7

Lecture : 11 706 entreprises ont vu le jour dans le Grand-Est au T4 2019, en hausse de + 25,3 % par rapport au T4 2018. Parmi ces créations, 41,0 % sont des micro-entrepreneurs. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 1,3 point de pourcentage, soit 6,7 % de celle-ci. Le département des Ardennes, avec 4 477 créations au T4 2019 et une évolution de + 45,0 % par rapport au T4 2018, contribue à hauteur de 1,6 point de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprises dans sa région administrative (Grand-Est), ce qui correspond à 6,3 % de la croissance régionale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

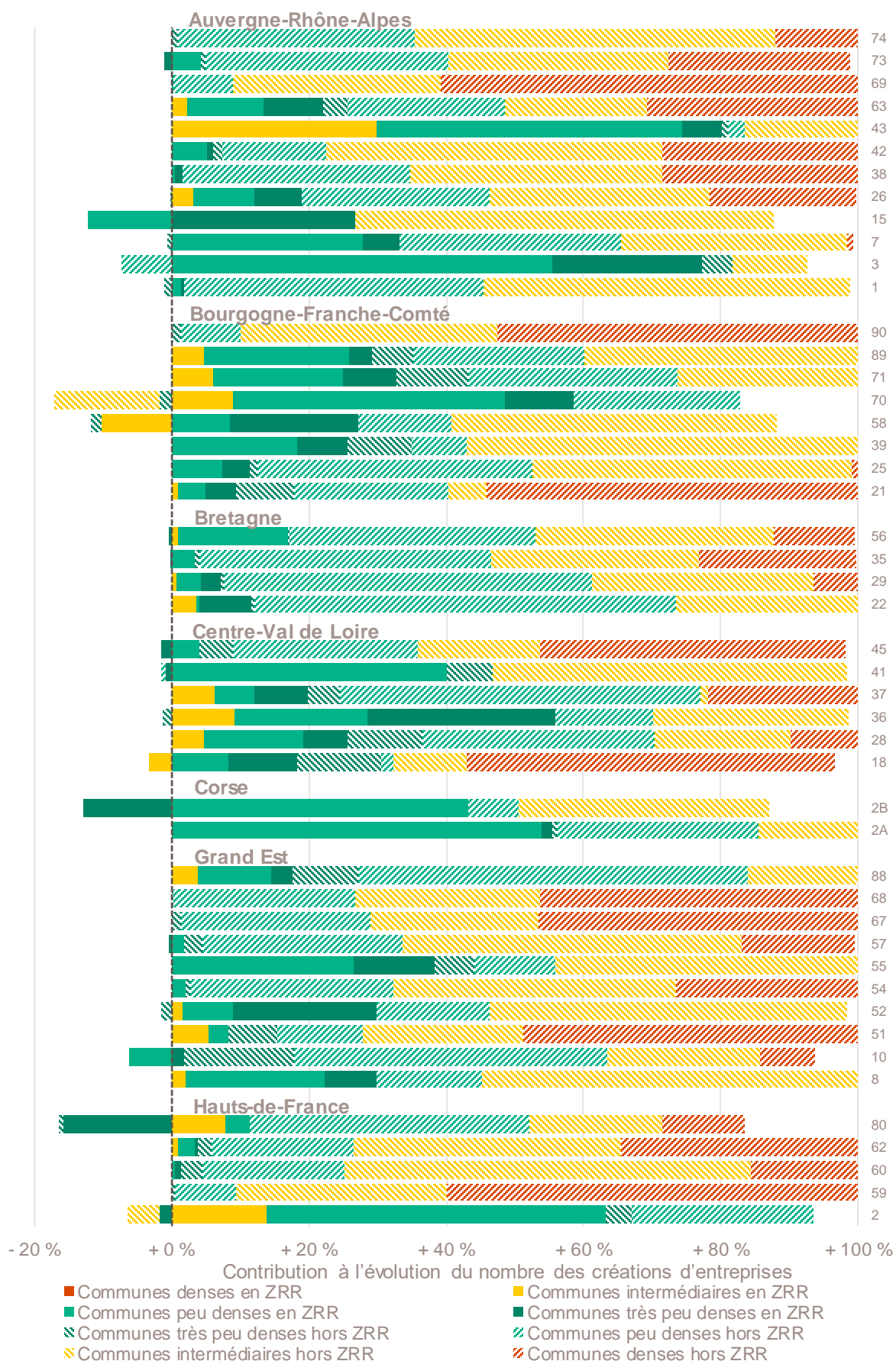
Région et département	T4 2018	T4 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
Occitanie	15 598	19 358	44,8	+ 24,1	2,1	10,7
09 - Ariège	312	427	40,0	+ 36,9	0,7	3,1
11 - Aude	761	1 048	35,9	+ 37,7	1,8	7,6
12 - Aveyron	468	560	54,5	+ 19,7	0,6	2,4
30 - Gard	1 850	2 212	37,3	+ 19,6	2,3	9,6
31 - Haute-Garonne	4 625	5 679	54,9	+ 22,8	6,8	28,0
32 - Gers	381	467	42,2	+ 22,6	0,6	2,3
34 - Hérault	3 834	4 642	42,7	+ 21,1	5,2	21,5
46 - Lot	304	395	45,1	+ 29,9	0,6	2,4
48 - Lozère	103	108	35,2	+ 4,9	0,0	0,1
65 - Hautes-Pyrénées	423	610	41,3	+ 44,2	1,2	5,0
66 - Pyrénées-Orientales	1 209	1 450	34,3	+ 19,9	1,5	6,4
81 - Tarn	773	1 077	43,9	+ 39,3	1,9	8,1
82 - Tarn-et-Garonne	555	683	38,2	+ 23,1	0,8	3,4
Pays de la Loire	6 644	8 625	43,7	+ 29,8	1,1	5,6
44 - Loire-Atlantique	3 179	4 157	47,8	+ 30,8	14,7	49,4
49 - Maine-et-Loire	1 389	1 686	39,4	+ 21,4	4,5	15,0
53 - Mayenne	365	545	40,9	+ 49,3	2,7	9,1
72 - Sarthe	762	931	39,1	+ 22,2	2,5	8,5
85 - Vendée	949	1 306	40,6	+ 37,6	5,4	18,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 095	20 955	44,4	+ 22,6	2,1	11,0
04 - Alpes-de-Haute-Provence	360	512	42,0	+ 42,2	0,9	3,9
05 - Hautes-Alpes	378	453	47,5	+ 19,8	0,4	1,9
06 - Alpes-Maritimes	4 490	5 488	49,4	+ 22,2	5,8	25,9
13 - Bouches-du-Rhône	6 795	8 241	45,6	+ 21,3	8,5	37,5
83 - Var	3 269	4 141	38,0	+ 26,7	5,1	22,6
84 - Vaucluse	1 803	2 120	39,6	+ 17,6	1,9	8,2
France métrop. hors Île-de-France	116 936	144 531	44,5	+ 23,6	15,3	78,7
France métropolitaine	175 443	210 106	47,4	+ 19,8	19,3	98,8
France d'outre-mer	4 382	4 790	24,6	+ 9,3	0,2	1,2
971 - Guadeloupe	1 350	1 425	25,8	+ 5,6	1,7	18,4
972 - Martinique	969	1 041	30,1	+ 7,4	1,6	17,6
973 - Guyane	493	446	22,9	- 9,5	-1,1	-11,5
974 - La Réunion	1 369	1 624	24,5	+ 18,6	5,8	62,5
976 - Mayotte	201	254	0,0	+ 26,4	1,2	13,0
France entière	179 825	214 896	46,9	+ 19,5	19,5	100,0

Lecture : 19 358 entreprises ont vu le jour en Occitanie au T4 2019, en hausse de + 24,1 % par rapport au T4 2018. Parmi ces créations, 44,8 % sont des micro-entrepreneurs. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 2,1 points de pourcentage, soit 10,7 % de celle-ci. Le département de l'Ariège, avec 4 427 créations au T4 2019 et une évolution de + 36,9 % par rapport au T4 2018, contribue à hauteur de 0,7 point de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprises dans sa région administrative (Occitanie), ce qui correspond à 3,1 % de la croissance régionale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

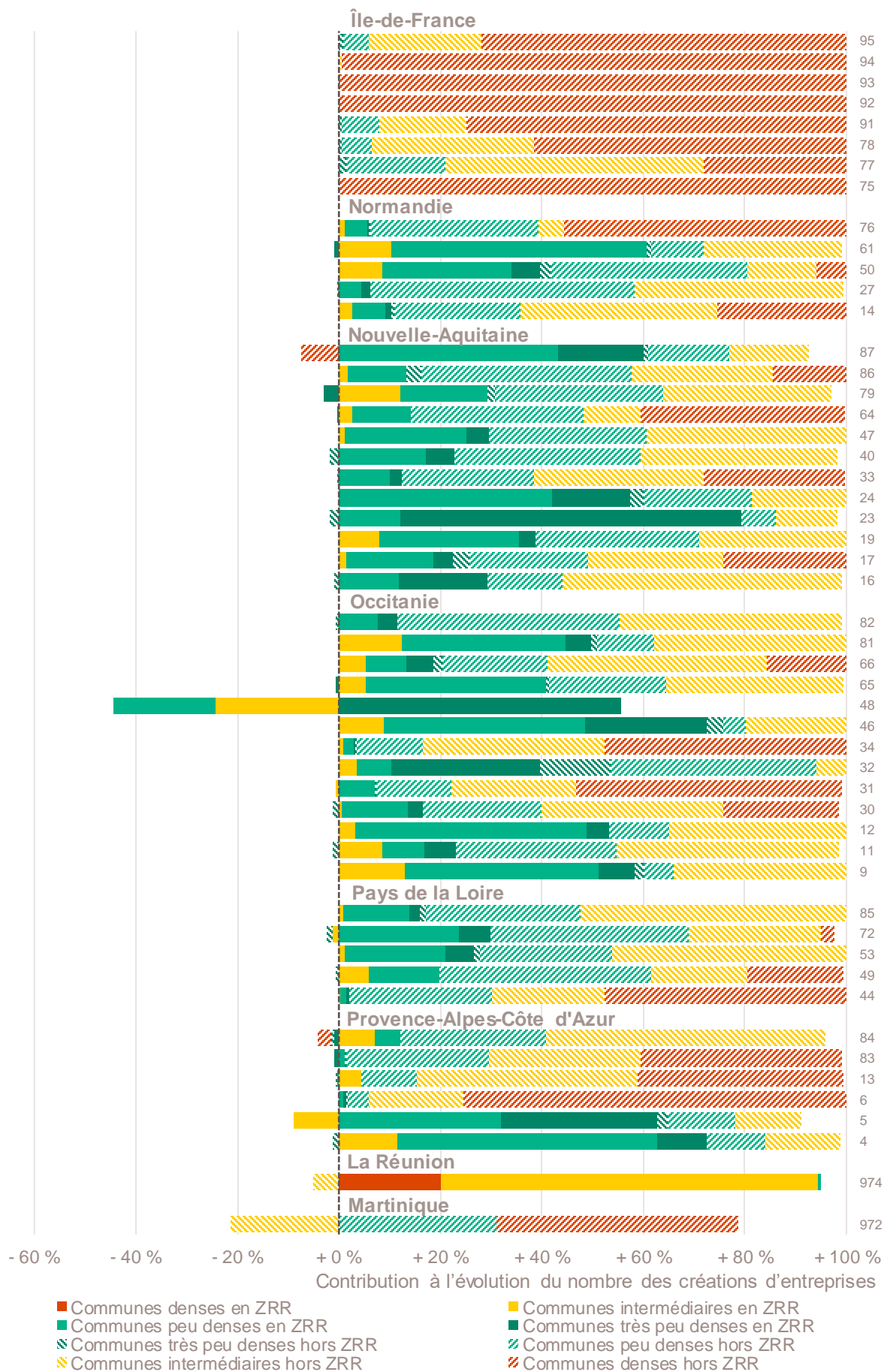
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Contribution à l'évolution du nombre de créations d'entreprises par département, selon la densité de population et le dispositif Zone de revitalisation rurale (ZRR), T4 2018-2019



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

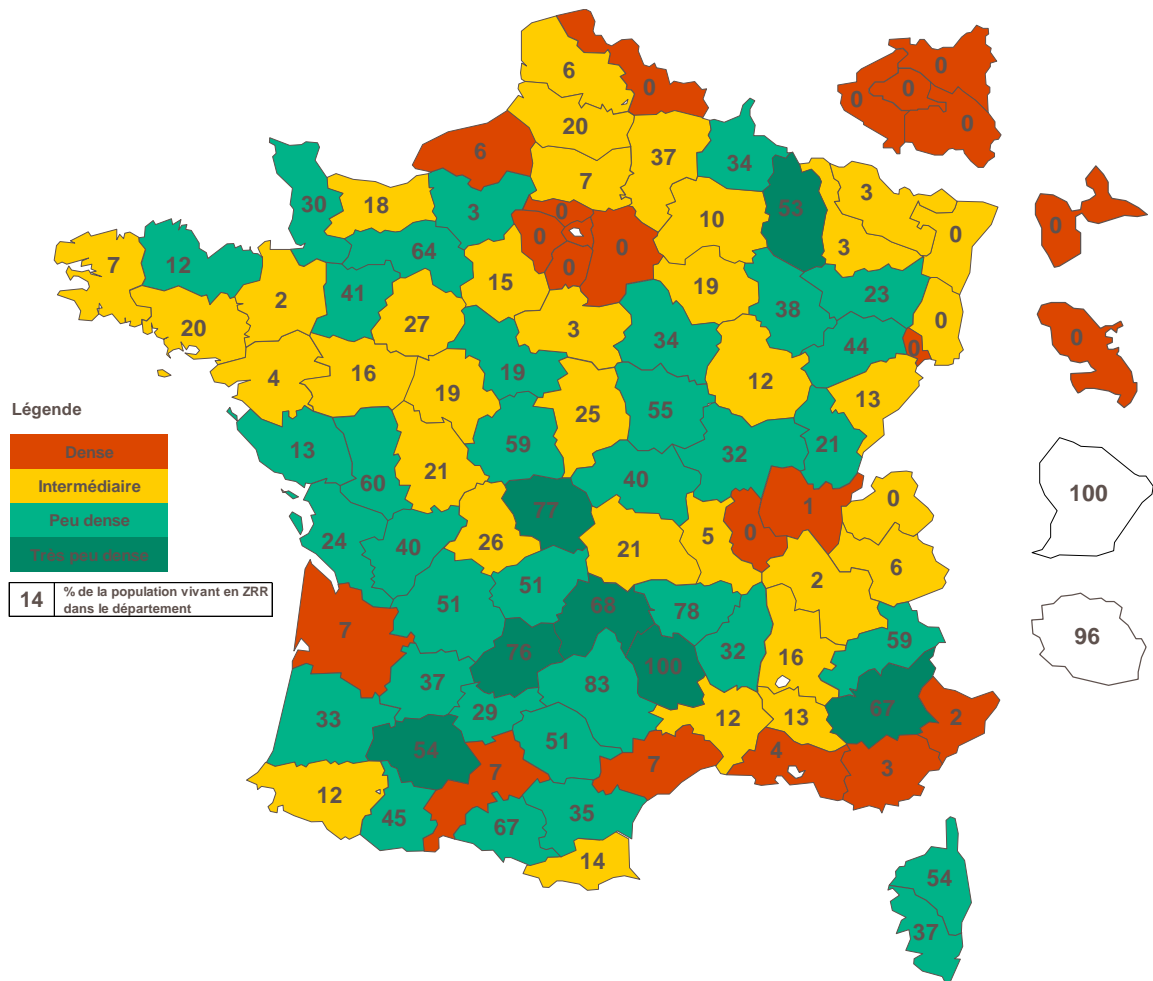
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Répartition de la population par département, selon la densité de population et le dispositif zone de revitalisation rurale (ZRR)



Note de lecture : l'Insee classe les communes en quatre types selon la répartition de la population (1 : communes denses, 2 : communes intermédiaires, 3 : communes peu denses, 4 : communes très peu denses). La carte transpose cette grille communale aux départements. Afin de classer chaque département dans une des quatre catégories, la moyenne des quatre types de commune pondérée par la population communale est calculée pour chaque département. Elle permet de savoir si un département est plutôt composé de communes denses, intermédiaires, peu denses ou très peu denses. Cette information est croisée avec la part de la population vivant dans les communes en ZRR du département (chiffre indiqué sur la carte).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Recensement de la population 2016). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene administrée par l'Insee.

→ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intègrent au fur et à mesure ces révisions.

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) par année permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Il est utilisé, ici, non pas sur une année civile, mais sur les trimestres concernés des années étudiées.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat, en point de pourcentage ou en pourcentage.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. De plus, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur.

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de **micro-entrepreneur** requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

→ Pour en savoir plus, voir le [site du guichet des entreprises](#).

Le périmètre des **entreprises classiques** exclut les micro-entrepreneurs.

Les quatre catégories de densité territoriale se réfère à la **grille communale de densité** élaborée par l'Insee. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions.

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

→ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées aux ZRR](#) sur le site de la DGE.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 03/02/2020.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. *La création d'entreprises en France, éléments clés du 4^e trimestre 2019*. Bpifrance Création, février 2020 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.